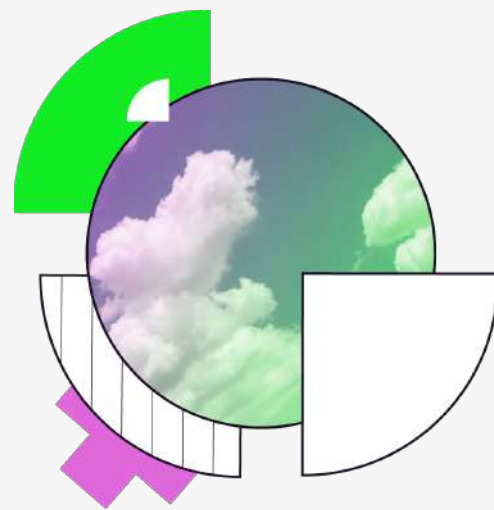


# Manifeste de l'économie de demain

5 ans pour faire de la France une  
Impact-Nation !

# Présidentielle 2022 : 5 ans pour faire de la France une Impact-Nation !



**Ce jeudi, les entrepreneurs et dirigeants engagés se réunissent pour présenter leur vision et leurs propositions pour l'élection présidentielle pour faire de la France la locomotive de la compétitivité juste et durable de l'économie européenne. Ils proposent aux candidats une nouvelle donne dans la relation entre les entreprises et l'Etat, contrastant avec les récentes prises de parole des organisations patronales traditionnelles.**

L'économie peut-elle redevenir une solution pour le monde de demain ? Nous, entrepreneurs et dirigeants engagés dans la transition écologique et sociale, faisons la preuve que oui. L'économie doit et peut changer, mais des changements à la marge ne suffiront pas à relever les défis auxquels nous faisons face. Ce qu'il faut, c'est un nouveau modèle, et un contrat renouvelé entre l'Etat et toutes les entreprises, au service du bien commun.

Car l'économie ne joue plus suffisamment son rôle. Que vaut le développement économique s'il est décorrélé de l'amélioration globale du bien-être de tous et de toutes, de l'amélioration de la santé ou de l'éducation ? Si près de la moitié de la population peine à boucler ses fins de mois ? Si les prix de l'immobilier ne permettent plus à une majorité de citoyennes et citoyens de se loger décemment ? Ou s'il va à l'encontre de notre stabilité climatique et du maintien du vivant ?

Pourtant partout en France et en Europe, des milliers d'entreprises construisent un nouveau modèle possible, celui des entreprises à Impact, en se donnant pour finalité de participer directement à l'amélioration de la société et, pour y parvenir, de mettre l'ensemble de leur organisation en cohérence avec cet objectif.

Leur modèle se consolide ces dernières années autour de quatre principes clés qui peuvent inspirer la transformation de toutes les entreprises : La préservation du vivant notamment en participant aux efforts pour limiter à 1,5 degré l'augmentation des températures, La réduction des inégalités sociales avec un partage plus équitable des richesses, (juste répartition des bénéfices, limitation des écarts de rémunération), et la diversité de parcours et de genre en leur sein dans une dynamique d'inclusion, La démocratie en entreprise en renforçant le partage du pouvoir via une gouvernance transparente et éclairée par l'ensemble des parties prenantes, La priorité donnée à la recherche d'impact social et / ou écologique en mettant la performance économique au service de la résolution d'enjeux sociaux et/ou environnementaux.

Ce nouveau modèle qui se développe chez les acteurs du Made in France, de la Bio, de l'ESS, du commerce équitable, ou de la Tech for Good notamment a déjà entraîné dans son sillage nombre d'entreprises devenues "à mission" qui ont choisi de ne plus se limiter à la simple recherche de rentabilité en réorientant leur stratégie sur une contribution positive à la société. Il peut maintenant éclairer le chemin de l'ensemble des acteurs économiques qui, face à l'urgence, se doivent d'agir pour une transition juste, c'est-à-dire, qui concilie les impératifs sociaux et écologiques.

Ce mouvement de fond est à la portée du monde économique. Alors pourquoi les entreprises ne le font-elles pas ?

Parce que les entreprises engagées dans cette direction subissent une distorsion de concurrence massive, au vu des investissements en temps comme en argent que cet engagement suppose à court-terme, à défaut de réelles incitations associées. Mais aussi parce qu'aucun objectif en matière de transformation n'est donné aux entreprises et organisations par la puissance publique pour clarifier le chemin à parcourir et les inciter à se transformer vraiment.

Aujourd'hui, la multiplicité des labels, certifications, classements, révèlent la richesse des engagements et des attentes, tout en étant parfois contre-productive, chacun·e choisissant ses propres objectifs et référentiels. Or, c'est en fixant l'ambition collective que l'Etat pourra permettre un engagement plus puissant des entreprises, car c'est bien au pouvoir politique qu'il appartient de déterminer le cap de la transition écologique et sociale, auquel doit participer le monde économique. C'est à cette condition que les entreprises pourraient devenir un accélérateur de la transition sociale et environnementale décuplant ainsi l'efficacité des politiques déployées par l'Etat tout en libérant ce dernier du coût de leurs externalités négatives.

Aussi, nous appelons donc tous les candidates et candidats à la présidence de la République à instaurer de nouvelles règles du jeu qui sortent des propositions traditionnelles entendues depuis 30 ans, pour que la richesse créée par les entreprises en matière sociale et écologique devienne un avantage concurrentiel déterminant, que la compétitivité juste et durable devienne la norme. Nous les invitons ainsi à ouvrir une nouvelle voie qui soit enfin à la hauteur des défis que nous devons affronter dans les prochaines décennies, en mettant la France, qui a un temps d'avance sur ces sujets, à l'avant-garde de l'Europe.

# 5 priorités pour l'économie de demain

1.

## Un Index d'Impact social et écologique, nouvelle grille de lecture pour la performance écologique et sociale des entreprises

Nous proposons la création un Index d'Impact, référentiel de base unique et partagé articulé autour d'un socle d'une trentaine d'objectifs, qui serait publié en transparence chaque année par les entreprises, et autour duquel les pouvoirs publics pourraient réorienter leurs aides et une partie de la fiscalité.

Il serait articulé sur 5 volets avec notamment comme objectifs principaux :

- **Environnemental** : réduction de 5% des émissions de CO2 chaque année, majorité des achats réalisés en France ou en Europe
- **Social** : représentation de la diversité de la population française, et notamment des plus éloigné de l'emploi, équivalente à leur représentation au sein de la population française en âge de travailler, plus de 95/100 à l'Index Egalité professionnelle
- **Gouvernance** : ensemble des parties prenantes représentées dans la principale instance de gouvernance dans l'entreprise et renforcement de la place des salariés
- **Partage de la valeur** : partage équitable des bénéfices entre : les salariés, le versement de dividendes aux investisseurs et le réinvestissement dans l'entreprise ; part du capital détenu par des salariés ; limitation des écarts de rémunération
- **Recherche d'impact positif** : évaluation d'une mission sociale et/ou écologique liée à la résolution d'un ou plusieurs Objectifs du Développement Durable pertinents selon son activité faisant l'objet d'une évaluation annuelle

2.

## Accélérer la dynamique d'engagement des entreprises françaises avec la création d'un statut d'entreprises à Impact

En adoptant la loi PACTE, la France s'est dotée d'une réglementation permettant de distinguer les entreprises engageant des efforts en faveur du bien commun. Les 5 prochaines années doivent être l'occasion d'amplifier ce mouvement pour que de plus en plus d'entreprises passent de la simple limitation de leurs effets écologiques et sociaux négatifs avec des politiques RSE à la marge à une telle stratégie de transformation globale.

Cela peut se faire en consolidant la qualité de société à mission mais aussi en créant un statut d'« entreprise à impact » caractérisant les entreprises dont le modèle est entièrement tourné vers l'impact positif et la résolution de grands défis sociaux et/ou environnementaux. Elles seraient ainsi aidées à grandir, à la hauteur de leur contribution effective à l'intérêt général (notamment en termes de coûts évités pour la puissance publique)

### **3. Encourager l'innovation écologique et sociale autant que l'innovation technologique**

- Crédit d'impôt recherche et innovation sociale et écologique
- Soutien aux jeunes entreprises à impact similaire à celui des Jeunes entreprises innovantes (suppression de l'IS durant les 24 premiers mois, exonération de cotisations sociales patronales pendant leurs 5 premières années d'existence)
- Eco-conditionnalité dans les Programmes d'investissement d'avenir (PIA)

### **4. Réorienter la fiscalité, les aides et investissements publics : vers une compétitivité écologique et sociale**

- Modulation de la fiscalité suivant le degré d'engagement des entreprises
- TVA réduite au taux inférieur pour les produits responsables
- Chèque "transition" pour soutenir la transformation des entreprises
- Commande publique orientée vers les entreprises les plus engagées
- Eco-conditionnalité des aides et des investissements publics
- Une fiscalité carbone juste et efficace aux frontières de l'Union Européenne

### **5. Des filières d'avenir vers un modèle sobre et inclusifs**

Le changement global des règles du jeu doit s'articuler aussi avec des mesures fortes correspondant à chaque filière d'avenir, pour les aider à se restructurer dans une dynamique de sobriété et d'inclusion, dans la lignée du Plan de Transformation de l'économie Française du Shift Project, centré sur la limitation de l'empreinte carbone de différents secteurs.